



CONVENTION DE COOPÉRATION

INTERUNIVERSITAIRE

ENTRE

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI (CANADA)

ET

L'Université Lumière Lyon 2 (France)

Avril 2014

**CONVENTION DE COOPÉRATION
INTERUNIVERSITAIRE**

ENTRE :

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI, personne morale de droit public légalement constituée aux termes de la Loi sur l'établissement du Québec (RLQ, chapitre U-1), ayant le siège de ses affaires au 555, boulevard de l'établissement, Saguenay, arrondissement de Chicoutimi, (Québec), G7H 2B1, agissant et ici représentée par monsieur Martin GAUTHIER, recteur, et monsieur Mustapha FAHMI, vice-recteur à l'enseignement, à la recherche et à la création, dûment autorisés aux fins des présentes, tel qu'ils le déclarent,

ci-après appelée : « **UQAC** »

ET :

L'UNIVERSITÉ LUMIERE LYON 2, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, ayant son siège social au 86 rue Paster, 69365 Lyon Cedex 07 France, agissant et ici représentée par monsieur Jean-Luc MAYAUD, président, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare,

ci-après appelée : « **Lyon 2** »

DÉCLARATIONS PRÉALABLES :

L'Université du Québec à Chicoutimi et l'Université Lumière Lyon 2 déclarent qu'elles sont des établissements d'enseignement et de recherche universitaires et qu'elles ont une personnalité juridique propre leur permettant de signer des accords de coopération avec des établissements étrangers.

CONSIDÉRANT la volonté des deux établissements de promouvoir les échanges d'idées, de connaissances et d'expériences scientifiques et technologiques ;

CONSIDÉRANT les objectifs communs de coopération partagés par les deux établissements qui s'appuient sur la réciprocité et la complémentarité ;

CONSIDÉRANT que l'UQAC et l'Université Lumière Lyon 2 estiment qu'il est de leur intérêt mutuel de favoriser, dans les limites de leurs ressources, les échanges de professeurs et d'étudiants.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

DISPOSITIONS GÉNÉRALES**Article 1 : Objectifs**

La coopération entre les établissements contractants a principalement pour objet :

- la réalisation de programmes de recherche et/ou d'enseignement en commun;
- les échanges de personnel (enseignants-chercheurs, chercheurs, postdoctoraux, personnel technique ou administratif);
- les échanges d'étudiants;
- de manière générale, l'organisation de tout autre type de collaboration qui pourrait se révéler utile à la réalisation de ces objectifs.

Article 2 : Dispositions relatives aux échanges de personnel et d'étudiants

- Les établissements s'engagent, dans la mesure de leur capacité financière, à faciliter l'accueil et le séjour du personnel concerné. Les conditions et les modalités des échanges seront déterminées par les établissements contractants par des ententes particulières, le cas échéant.

- Les personnes participant à un échange s'engagent à effectuer les formalités administratives en vigueur avant leur arrivée dans le pays d'accueil (visa, assurances,...). Elles devront se conformer à la réglementation des deux établissements.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES DE RECHERCHE EN COMMUN

Article 3 : Activités

Les établissements contractants encouragent :

- la réalisation de programmes de recherche et l'échange de toutes informations concernant les résultats obtenus;
- les échanges d'enseignants-chercheurs, de chercheurs, de personnel technique ou administratif;
- la mobilité de doctorants et postdoctorants;
- l'organisation de rencontres périodiques sur les recherches en cours;
- la promotion de séminaires et colloques sur les thèmes de recherche correspondant.

Article 4 : Exploitation des résultats

- La publication des travaux menés en commun et leurs résultats est libre et gratuite pour les deux parties. Elle ne peut être réalisée qu'en préservant les droits de leur auteur et des parties dans le respect du droit spécifique à chacun des deux pays en matière de publication et de protection intellectuelle.
- Sauf dispositions contraires convenues, les parties s'engagent à respecter la plus grande confidentialité dès lors que les travaux sont présentés comme tels. En particulier, la transmission à des tiers de résultats et/ou d'information n'ayant pas encore fait l'objet de publications ne peut se faire qu'avec un accord écrit réciproque des représentants légaux des deux parties.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX ÉCHANGES D'ÉTUDIANTS

Article 5 : Conditions de participation des étudiants

- Avoir fait, de préférence, l'équivalent d'au moins une année d'études à temps plein dans le programme auquel il est inscrit dans l'établissement d'attache, et demeurer inscrit à ce même programme pendant son séjour dans l'établissement d'accueil.
- Posséder un excellent dossier académique.
- Maîtriser suffisamment la langue du pays de l'établissement d'accueil, sauf si le programme auquel il est inscrit porte, entre autres, sur l'étude de la langue. Auquel cas, il devra démontrer une capacité fonctionnelle ou l'acquérir préalablement.
- Répondre aux exigences particulières imposées par l'établissement d'attache et par l'établissement d'accueil.
- Se conformer à la réglementation de l'établissement d'accueil, à son fonctionnement et à sa culture.
- Acquitter les frais divers exigés par l'établissement d'accueil, entre autres les frais administratifs, au plus tard à son arrivée à l'établissement d'accueil.
- Assumer les frais de transport et de séjour (logement et nourriture) pour lui-même.
- Se conformer en tout temps aux lois et réglementations du pays d'accueil (entre autres : permis de séjour, visa, couverture d'assurance-maladie, le certificat d'acceptation du Québec, etc.).

- Informer l'établissement d'attache qui informera l'établissement d'accueil, de tout problème de santé, de maladie ou de handicap afin de s'assurer que la structure et le soutien soient disponibles.
- L'établissement d'accueil aura le droit d'exclure un étudiant pour cause de non-conformité à sa réglementation, à son fonctionnement ou pour mauvaise conduite. Dans un tel cas, les établissements participants devront avoir tenté, préalablement à l'exclusion, de régler le différend et avoir fourni à l'étudiant l'occasion de se faire entendre.

L'étudiant ainsi exclu de l'établissement d'accueil devra retourner immédiatement à son établissement d'attache et n'aura droit à aucune indemnité, compensation ou remboursement de quelques frais que ce soit.

Article 6 : Programmes d'échange sans délivrance de diplôme dans l'établissement d'accueil

- Les établissements contractants conviennent de favoriser la mobilité des étudiants pour de courtes périodes afin de suivre des enseignements. Les étudiants s'engagent à étudier à temps plein à l'établissement d'accueil pendant au moins un trimestre/semestre et au plus deux trimestres/semestres.
- L'étudiant suivra les cours/travaux à l'établissement d'accueil en vue d'obtenir le diplôme de l'établissement d'origine.
- À la demande de l'étudiant qu'il aura accueilli à son établissement, l'établissement d'accueil s'engage à faire parvenir à l'établissement d'attache un relevé de notes officiel. Aucun diplôme de l'établissement d'accueil ne sera délivré.
- Le flux d'étudiants échangés vise la réciprocité entre les deux établissements.
- Les étudiants bénéficiaires de ces échanges sont inscrits dans leur établissement d'origine et y acquittent leurs droits d'inscription. Ils sont alors inscrits à l'établissement d'accueil sans avoir à y régler les droits d'inscription.
- Les étudiants qui viendront étudier à l'Université Lumière Lyon 2 devront payer en France la sécurité sociale étudiante obligatoire sauf pour les détenteurs du formulaire Régie de l'Assurance Maladie du Québec (RAMQ).

Article 7 : Programmes d'échange avec délivrance de diplôme dans l'établissement d'accueil

- Les deux parties conviennent qu'elles devront, pour les cas de programmes d'échange avec délivrance de diplôme à l'établissement d'accueil, établir des ententes complémentaires afin de spécifier, notamment, les disciplines d'échanges concernées et les noms et adresses des entités impliquées. Les parties s'engagent à respecter ces ententes particulières et le cas échéant, à recourir aux modalités de règlement des litiges prévues à l'article 10.
- Des projets de doubles-diplômes pourront être étudiés. Dans ce cas, des modalités spécifiques seront établies dans l'entente complémentaire.
- Les étudiants sélectionnés conjointement par l'établissement d'origine et l'établissement d'accueil suivront les cours/travaux à l'établissement d'accueil en vue d'obtenir le diplôme de l'établissement d'accueil.
- Le flux d'étudiants échangés vise la réciprocité entre les deux établissements.
- Les étudiants bénéficiaires de ces échanges seront inscrits à l'établissement d'accueil où ils devront acquitter des droits d'inscription. L'accord franco-québécois s'adresse aux étudiants français et québécois et s'applique sur le sujet.
- Le registraire de chaque établissement participant s'engage à fournir à son vis-à-vis les dossiers complets des étudiants au plus tard soixante (60) jours avant le début du trimestre/semestre universitaire.

- Dans les vingt (20) jours de la fin de la session académique, l'établissement d'accueil s'engage à faire parvenir à l'établissement d'attache un relevé de note officiel pour chaque étudiant qu'elle aura accueilli à son établissement.

MODALITÉS DE FINANCEMENT

Article 8 :

- En vue d'atteindre les objectifs définis ci-dessus, les établissements contractants s'engagent à mener les actions prévues selon les moyens dont elles disposent et conformément à la réglementation en vigueur dans chaque pays.
- Les établissements contractants déterminent d'un commun accord, les modalités, les procédures et les financements adéquats qui sont négociés et déterminés périodiquement.
- Les financements nécessaires à la réalisation des actions définies seront sollicités dans le cadre des programmes mis en œuvre par les différents organismes nationaux et internationaux (ministères, ambassades, commission européenne, organisations internationales, collectivités territoriales,...).
- Le personnel participant à ces programmes est rémunéré par leur établissement d'origine, ou pris en charge par un financement extérieur quand cela est possible.
- Chaque établissement doit veiller à ce que le personnel et les étudiants disposent des ressources suffisantes pour couvrir les frais de séjour et de voyage dans le pays d'accueil.
- Chaque établissement doit également s'assurer, que les personnes échangées disposent d'une couverture sociale appropriée (maladie, accident, responsabilité civile).
- Pour les échanges d'étudiants, les frais de voyage, d'hébergement, de restauration et d'argent de poche restent à la charge des étudiants. Néanmoins, les établissements permettront aux étudiants de bénéficier des services universitaires (restauration, bibliothèque,...).

VALIDITÉ DU PRÉSENT ACCORD

Article 9 :

- La présente convention est rédigée en langue française. Elle devra être approuvée par les autorités compétentes des deux établissements. Elle entre en vigueur à la date de signature des représentants légaux des deux établissements.
- Elle est conclue pour une durée de cinq (5) ans à l'issue de laquelle elle pourra être prolongée par accord écrit des deux établissements.
- Un bilan des échanges et des travaux de recherche sera rédigé régulièrement par les personnes mettant en place la coopération ou leurs remplaçants.
- La révision de la présente convention peut être demandée à tout moment par chacun des établissements contractants et est effectuée par accord conjoint de ces établissements, leurs instances compétentes entendues.
- Toute partie désirant y mettre fin, à son terme ou avant terme, doit donner à l'autre partie un préavis de six (6) mois. Toutefois, en cas de résiliation, les parties s'engagent à maintenir les droits acquis des étudiants déjà inscrits dans l'établissement d'accueil.

Article 10

En cas de conflits issus de la présente convention de coopération, résultant notamment d'une difficulté d'interprétation, d'application ou d'exécution, les parties conviennent qu'un tel conflit sera soumis à la médiation. Les parties choisiront, d'un commun accord, un médiateur unique et à défaut de se faire, les parties nommeront chacune un médiateur dans les cinq (5) jours ouvrables de l'avis.

Article 11

Coordonnées des personnes mettant en place la coopération entre les deux établissements :

Établissement : Université Lumière Lyon 2

Nom, prénom : ISRAEL, Clémence

Fonction : Responsable des accords bilatéraux / Erasmus Plus

Coordonnées : 16 quai Claude Bernard, 69007 Lyon, France

Établissement : Université du Québec à Chicoutimi

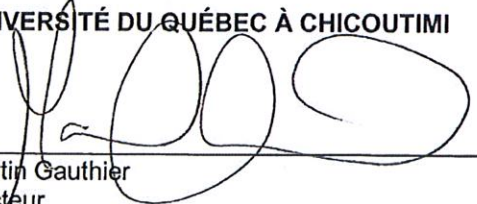
Nom, prénom : Gravel Marc

Fonction : Secrétaire exécutif du Comité de gestion de l'international


Coordonnées : 555, boul. de l'établissement, Saguenay, Arrondissement Chicoutimi, Québec, Canada, G7H 2B1

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en deux (2) exemplaires,

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI


Martin Gauthier
Recteur

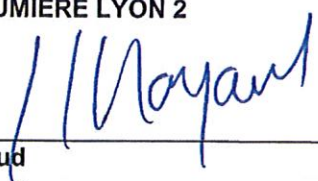
5.12.14
Date


Mustapha Fahmi, Ph.D
Vice-recteur à l'enseignement, à la recherche
et à la création

4.12.14
Date



UNIVERSITE LUMIERE LYON 2


Jean-Luc Mayaud
Président

26.11.14
Date





Université du Québec
à Chicoutimi

ENTENTE COMPLÉMENTAIRE 1-D

**À LA CONVENTION DE COOPERATION
INTERUNIVERSITAIRE**

ENTRE

L'UNIVERSITE DU QUEBEC A CHICOUTIMI (CANADA)

ET

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2 (FRANCE)

Conformément à l'article 7 de la convention de coopération interuniversitaire

Programmes impliqués : DUT-GEA et BAA sans option

ENTENTE COMPLÉMENTAIRE 1-D**ENTRE**

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI, personne morale de droit public légalement constituée aux termes de la Loi sur l'Université du Québec (RLRQ, chapitre U-1), ayant le siège de ses affaires au 555, boulevard de l'Université, Saguenay, arrondissement de Chicoutimi, (Québec), G7H 2B1, agissant et ici représentée par monsieur Martin GAUTHIER, recteur, et monsieur Mustapha FAHMI, vice-recteur à l'enseignement, à la recherche et à la création, dûment autorisés aux fins des présentes, tel qu'ils le déclarent,

ci-après appelée : « **UQAC** »

ET

L'UNIVERSITÉ LUMIERE LYON 2, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, ayant son siège social au 86 rue Paster, 69365 Lyon Cedex 07 France, agissant et ici et représentée par monsieur Jean-Luc MAYAUD, président, et l'IUT Lumière Lyon 2, représentée par son directeur, Monsieur Yacine OUZROUT dûment autorisés aux fins des présentes, tel qu'ils le déclarent,

ci-après appelée : « **ULL2** »

Convienient que :

Conformément à la convention de coopération interuniversitaire entre l'UQAC et l'ULL2, la présente entente complémentaire 1-D a pour objet de définir les modalités entourant la formation d'un étudiant de l'IUT Lumière Lyon 2 DUT-GEA, inscrit au programme de baccalauréat en administration des affaires (BAA) de l'UQAC.

Modalités de formation**Article 1**

- Le complément de programme de formation exigé est de dix (10) cours de trois (3) crédits chacun ; un crédit étant équivalent à quinze (15) heures de cours.
- Le BAA comprend trente (30) cours de trois (3) crédits chacun. Ainsi pour compléter un BAA (sans option), l'étudiant détenant un DUT-GEA se verra accorder vingt (20) cours en équivalences choisis parmi ceux de cette formation. Ci-après, la liste suggérée des cours à suivre et des cours accordés en équivalences.

Session 1 (Automne) OBLIGATOIRE

2CTB104	Comptabilité : concepts fondamentaux
2DRA140	Responsabilité légale et déontologie en gestion
2ECO205	Économie managériale (2ECO102)
2MAN274	Aspect humain des organisations (2MAN115)
+1 cours optionnel ou un cours de langue	

Liste des cours optionnels disponible au trimestre d'automne

2BFI404	Introduction aux produits dérivés (2BFI102) (pour le FC)
2ECA101	Veille et tendance économiques mondiales
2MAN106	Relations industrielles
2MAN222	Stratégie en ressources humaines et développement organisationnel (2MAN216)
2MAN284	Dotation en personnel (2MAN216)
2MAN350	Habilités d'intervention et rôle conseil en GRH (2MAN216 et 2MAN274) (pour les GRH)
2MAN513	Évaluation des emplois et rémunération (2MAN216) (pour les GRH)

2MAR300	Stratégie marketing (2MAR100) (pour le PMO)
2MAR604	Communication en marketing (2MAR100) (pour le PMO)
2MKA220	Politique du produit (2MAR100) (pour le PMO)

Session 2 (Hiver) OBLIGATOIRE

2CTB120	Comptabilité appliquée à la gestion
2GPO200	Gestion des opérations en milieu de travail (2MAN115)
2MAN338	Management stratégique
+2 cours optionnel ou un cours de langue (si pas déjà fait au premier trimestre)	

Liste des cours optionnels disponible au trimestre d'hiver

2BFI283	Planification financière personnelle (2BFI102)
2BFI409	Analyse des valeurs mobilières (2BFI307)
2BFI415	Gestion financière international (2BFI307)
2ECO600	Économie internationale
2GAF100	Développement des compétences entrepreneuriales (2CTB104 et 2MAR100)
2GPI337	Gestion de projet (2MAN115)
2MAN106	Relations industrielles
2MAN318	Appréciation de la contribution et développement des compétences (2MAN216)
2MAN366	Organisation du travail et maintien en emploi (2MAN274)
2MAR403	Comportement du consommateur (2MAR100)
2MKA100	Gestion de l'équipe de vente (2MAR100)
2MKA115	Marketing de service (2MAR100)
2MKA320	Recherche commerciale (2MAR300)

Un cours de langue (anglais ou espagnol) (si pas déjà fait au premier trimestre)

- Les cours à suivre sont répartis équitablement sur deux (2) trimestres réguliers, soit de septembre décembre et de janvier à fin avril. Une planification minutieuse devrait également permettre à l'étudiant désireux de débiter en janvier, de terminer fin décembre de la même année.
- Le directeur de programme peut, dans tous les cas, apporter des modifications mineures à la formation sans toutefois en affecter le nombre de cours ou la durée.

Modalités académiques d'admission

Article 2

- Détenir la formation de base exigée, soit un DUT-GEA complété et réussi.

Article 3

- L'étudiant possédant la formation de base exigée peut être admis au programme sur présentation de son dossier de formation et d'une lettre de recommandation du responsable académique du programme ou du chef de département DUT-GEA de son université d'origine.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en deux (2) exemplaires,

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

Martin Gauthier
Recteur

Date

Mustapha Fahmi, Ph.D.
Vice-recteur à l'enseignement, à la recherche et à la création

Date

UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

Nathalie Dompnier
Présidente

Date

IUT LUMIÈRE LYON 2

Yacine Ouzrout
Directeur

14.10.2016
Date

